

NOUVEAU PROGRAMME D'ARMEMENT US

Le nucléaire tactique : fantasme ou réalité ?



Par 55 voix contre 42, le Sénat des États-Unis a rejeté, le 16 juin 2004, une proposition d'Edward Kennedy et Diane Feinstein visant à interrompre les recherches sur les bombes nucléaires tactiques. L'administration Bush, prétend déjà disposer de telles armes et vouloir les perfectionner pour atteindre des bunkers sous-terrains. Pourtant, les experts s'interrogent sur l'utilité des *mini-nukes* sur le champ de bataille. En réalité, le saut du nucléaire stratégique au nucléaire tactique, s'il devait avoir lieu, serait le passage de l'équilibre de la terreur face à l'URSS au règne de la terreur sur les États non-nucléaires.

page 2

« One nation under God »

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Samuel Huntington se félicite de la décision de la Cour suprême de maintenir la formule « *One nation under God* » dans le serment d'allégeance. Comme les États-Unis sont un État religieux par leur histoire et par leur sociologie, le christianisme est implicitement la religion d'État. Il s'ensuit donc que les athées sont des « étrangers » à la communauté US. Un modèle que Washington souhaiterait voir inscrire dans le Traité constitutionnel européen.

page 10

REPÈRE : 17 JUIN 1972

Un « banal cambriolage » fait chuter le président Nixon

À Washington, le Parti démocrate a installé ses locaux de campagne présidentielle dans l'immeuble « *The Watergate* ». Dans la nuit du 17 juin 1972, des hommes sont surpris en train d'y poser des micros. Parmi eux, un assistant du président Nixon. Interrogé par la presse, ce dernier minimise l'affaire en évoquant un « *banal cambriolage* ». Le *Washington Post* révélera un an plus tard qu'il s'agit en fait d'une vaste campagne d'espionnage et de sabotage politique de l'opposition, planifiée par l'état-major républicain en vue de la ré-élection de Nixon... avec succès puisque celui-ci obtient un résultat record en novembre (60 % des voix). Mais quand une Commission d'enquête révèle l'existence des « *plombiers de la Maison-Blanche* », Richard Nixon est le premier président US contraint à la démission. Parmi les spécialistes des coups tordus du scandale du Watergate, on trouve déjà Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Richard Perle... ■



IRAK : UN TRANSFERT VERS LA LOI MARTIALE ?

La multiplication des sabotages de pipe-lines par la Résistance perturbe gravement l'exploitation du pétrole par les États-Unis, « *dans l'intérêt des Irakiens* ». Mais Washington souhaite attendre le transfert de souveraineté pour rétablir l'ordre avec les grands moyens. Le « *gouvernement* » d'Iyad Allaoui, une fois installé, pourrait endosser la responsabilité de mettre fin aux espérances démocratiques. Le « *ministre de la Défense* », Hazem Shaalan, a évoqué publiquement la possibilité de décréter la loi martiale, dont l'application serait confiée aux 130 000 GI's présents dans le pays. Le « *conseiller de sécurité nationale* », Muwaffaq Rubaie, a confirmé au *Financial Times* que cette question était activement étudiée par le « *gouvernement* ». Signe de la rapide détérioration de la situation, cette décision nécessite cependant quelques aménagements juridiques car la « *constitution* », promulguée il y a trois mois par Paul Bremer, ne prévoit pas la loi martiale. ■

Nouveau programme d'armement US

Le nucléaire tactique : fantasme ou réalité ?

Par 55 voix contre 42, le Sénat des États-Unis a rejeté, le 16 juin 2004, une proposition d'Edward Kennedy et Diane Feinstein visant à interrompre les recherches sur les bombes nucléaires tactiques. L'administration Bush, prétend déjà disposer de telles armes et vouloir les perfectionner pour atteindre des bunkers sous-terrains. Pourtant, les experts s'interrogent sur l'utilité des *mini-nukes* sur le champ de bataille. En réalité, le saut du nucléaire stratégique au nucléaire tactique, s'il devait avoir lieu, serait le passage de l'équilibre de la terreur face à l'URSS au règne de la terreur sur les États non-nucléaires.



Les armes nucléaires élaborées par les États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale ont modifié durablement les stratégies militaires de la seconde moitié du XXe siècle. Elles n'ont été utilisées que deux fois, anéantissant pour l'exemple les populations civiles d'Hiroshima et de Nagasaki. Puis elles ont été gelées dès que l'URSS s'est trouvée en mesure d'y répondre. Au lieu d'une arme pour combattre l'adversaire, « la » bombe est devenue un moyen de le dissuader de combattre. Cela permit aux deux premières puissances nucléaires, les États-Unis et l'URSS, d'offrir leur « *parapluie nucléaire* » à leurs alliés, qui devenaient ainsi immanquablement leurs vassaux.

Dans ce contexte, le seul moyen de se prémunir contre une frappe nucléaire, et de ces conséquences dramatiques pour l'humanité entière, était de maintenir un

équilibre des forces nucléaires entre les deux « Grands ». La crise des missiles de Cuba, abusivement présentée dans les États occidentaux comme un coup de force de l'URSS qui faillit mener à la guerre nucléaire, est un exemple idéal-typique de l'élaboration de cet équilibre de la terreur. En réalité, le déploiement de missiles nucléaires par Moscou à Cuba était une manœuvre pour pallier au déséquilibre introduit par l'installation d'armements similaires en Turquie par Washington [1]. Au même moment, les États-Unis s'apprêtaient à confier le feu nucléaire à l'Allemagne fédérale. Après des démonstrations publiques de force de part et d'autre, le Nikita Khrouchtchev indiqua que « *l'URSS ne [voulait] pas la guerre et [proposa] le démantèlement des bases militaires à l'étranger. En échange de la base soviétique de Cuba, les États-Unis devraient démanteler leur système de sécurité en Europe et en Asie* » [2]. Cette déclaration aboutit à l'ouverture immédiate de négociations entre Washington et Moscou, bouclées en moins d'une semaine : « *le 27 octobre 1962, les deux super-Grands convinrent que l'Union soviétique retirerait ses armes nucléaires de Cuba (et que les États-Unis n'en profiteraient pas pour attaquer l'île). En échange, les Américains ne braqueraient plus sur Moscou les missiles atomiques déployés en Turquie* » [3]. Incarnation parfaite de cette recherche d'un équilibre négocié, les deux pays décidèrent, à cette occasion, d'installer le fameux « *téléphone rouge* » entre la Maison-Blanche et le Kremlin.



Docteur Folamour : une parodie d'Albert Wohlstetter (beau-père de Richard Perle) par Stanley Kubrick.

Pourtant, cet exemple ne doit pas masquer une réelle volonté, de la part de certains responsables états-uniens, de recourir à l'armement nucléaire dans des conflits périphériques. Ainsi, le général Douglas MacArthur préconise-t-il l'emploi de la bombe contre les communistes coréens en pariant que l'URSS ne ripostera pas. Bien qu'il ait été immédiatement démis de ses fonctions, le courant qu'il représente est toujours actif au Pentagone. D'autres envisagent même la confrontation directe, autour du théoricien de la Rand Corporation, Albert Wohlstetter, qui inspirera le personnage du Docteur Folamour

(*Dr Strangelove*).

Désarmement proportionnel et non-prolifération

Dans la pratique, l'instinct de survie a prévalu. « *La* » bombe est devenue si dissuasive qu'elle a interdit aux deux super-puissances de se faire la guerre et qu'elle les a même dissuadé de l'utiliser contre des tiers.

Devant l'ampleur de la menace que faisait peser une guerre nucléaire sur tous, des tentatives de contrôle de la course aux armements ont été réalisées tout au long de la Guerre froide, particulièrement à partir des années 1960. Le 14 février 1967, le traité de Tlatelolco prévoit, outre l'établissement d'une zone dénucléarisée, le renoncement des pays signataires à l'arme nucléaire. Le contrôle de l'absence d'armement nucléaire est confié à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), créée à cette occasion. Le 1er juillet 1968, le Traité de non-prolifération (TNP) reconnaît comme « *États de statut nucléaire légal*

ceux qui, avant le 1er janvier 1967, ont réalisé des essais prouvés » [4]. Il s'agit des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU : les États-Unis, l'URSS, le Royaume-Uni, la Chine et la France. Dans les années 1970, Washington et Moscou engagent des négociations diplomatiques afin de parvenir à une réduction de leur arsenal nucléaire. C'est ainsi que sont signés, en 1972, le Strategic Arms Limitation Treaty I (SALT I) et le traité AntiBallistic Missile (ABM). Le 8 décembre 1987, c'est le Traité de Washington qui élimine, en théorie, tous les missiles de 5 000 à 5 500 kilomètres de portée.

Dissuader une menace asymétrique

Après l'effondrement de l'Union soviétique, les États-Unis modifient leur doctrine nucléaire. Désormais, elle n'est plus destinée à équilibrer la puissance rivale et à la dissuader d'attaquer, mais à élargir l'arsenal disponible pour multiplier les options stratégiques face à des puissances non-nucléaires.

Cette position est exprimée pour la première fois en 1994, dans la *Nuclear Posture Review*. Ce document, qui évalue les forces en présence, la nature de la menace et les politiques militaires à mettre en œuvre pour y faire face, établit un constat en cinq points :

- ▶ Premièrement, les armes nucléaires ont, depuis la fin de la Guerre froide, un rôle bien moindre. En effet, la menace d'une frappe nucléaire soviétique a disparu, et l'ensemble des puissances nucléaires sont des alliés (France, Grande-Bretagne, Israël, Pakistan) ou non-agressives (Chine, Russie)
- ▶ La première conséquence de ce constat est que les États-Unis ont désormais besoin d'un arsenal nucléaire plus réduit que pendant la Guerre froide.
- ▶ Cependant, et c'est le troisième point, « *il existe de grandes incertitudes sur l'avenir, particulièrement dans les nouveaux États indépendants [de l'ancienne URSS]* ». Les États-Unis doivent donc rester vigilants et limiter cette incertitude.
- ▶ Quatrièmement, les États-Unis n'ont pas une posture de dissuasion purement nationale : leur protection s'étend à leurs alliés.
- ▶ Enfin, les États-Unis souhaitent continuer à fixer les critères les plus exigeants en matière de contrôle de la sécurité nucléaire.

La *Nuclear Posture Review* affirme donc que les États-Unis « *conserveront les forces stratégiques nucléaires suffisantes pour dissuader tout dirigeant étranger hostile ayant accès aux armes nucléaires stratégiques d'agir contre nos intérêts vitaux et pour le convaincre que le fait de chercher une domination nucléaire est vain* ». Cette politique est mise en œuvre dans la *Presidential Decision Directive 60* signée en novembre 1997 par Bill Clinton. Elle laisse la place à une interprétation assez large. Sur le plan stratégique, les États-Unis autorisent le ciblage d'États « *parias* » ayant un « *accès potentiel* » aux armes nucléaires. Mieux, pour la première fois, la directive prévoit l'utilisation d'armes nucléaires sur le champ de bataille, si les troupes états-uniennes venaient à subir une attaque chimique ou bactériologique.

C'est le début du concept fourre-tout d'« *armes de destruction massive* ». On met sur le même plan les bombes atomiques de dernière génération, les gaz de combat de la Première Guerre mondiale et les empoisonnements bactériologiques, alors que leurs capacités et leurs usages sont totalement différents.

Le document classifié muscle le discours des responsables états-uniens. Ainsi, en janvier 1998, lorsque le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon, est interrogé sur la réponse possible des États-Unis à une attaque à l'anthrax de l'Irak, il répond que Washington « *n'envisage ni n'exclue* » aucune arme particulière. L'interdiction de recourir aux armes nucléaires contre des puissances non-nucléarisées a donc vécu. Le président de la Douma russe, Gennady Selezov, déclare, en réaction, que « *la menace réelle d'un recours aux armes nucléaires* » pourrait mener le monde « *au bord de la Troisième Guerre mondiale* ». Interrogé par le ministre des Affaires étrangères Evgueni Primakov, l'ambassadeur états-unien à Moscou, James Collins, fait publier un communiqué dans lequel on peut lire que les États-Unis « *n'ont pas le dessein, ni l'intention, d'utiliser des armes nucléaires contre l'Irak* ». Mais l'ambiguïté n'est pas totalement levée : le texte officiel indique en effet que « *nous n'écartons pas par avance une seule de nos capacités militaires disponibles dans une situation où [les États-Unis], nos alliés ou nos troupes seraient attaqués par des armes chimiques ou biologiques* ». La conclusion est encore plus ambivalente : « *Nous sommes capables de susciter une réponse dévastatrice sans recourir aux armes nucléaires. Néanmoins, nous n'écartons par avance aucune de nos capacités militaires disponibles* ».

Il ne s'agit là que d'un communiqué officiel de l'ambassade états-unienne à Moscou, et non du contenu de la directive présidentielle. On peut toutefois y voir la consécration d'un infléchissement de la doctrine militaire états-unienne, puisque ce communiqué se fait l'écho des propos tenus par William Perry, secrétaire à la Défense du président Clinton, en avril 1996. Interrogé sur la découverte d'une usine d'armement chimique en Libye, ce haut responsable états-unien avait ainsi déclaré : « *Si des nations venaient à attaquer les États-Unis avec des armes chimiques, alors elles devraient craindre les conséquences d'une réponse de n'importe quelle arme de notre arsenal (...) Nous pourrions effectuer une réponse dévastatrice sans recourir aux armes nucléaires, mais nous ne renoncerons pas à cette éventualité* » [5].

Par ailleurs, Washington a déjà abandonné son auto-prohibition de frapper avec des armes nucléaires des pays non nucléarisés : ceux-ci doivent, en plus de ne pas disposer du feu atomique, être des signataires du Traité de Non-prolifération et ne pas être alliés avec un État nucléarisé. Ce qui restreint considérablement le champ de l'interdiction. L'Irak, en effet, peut être considéré à la fois comme un « *mauvais élève* » du TNP, voire comme un allié de la Russie ou de la France, deux pays qui disposent de la bombe atomique. C'est également le cas de la Corée du Nord ou de l'Iran. Le champ des possibles s'élargit pour les faucons états-uniens partisans de l'éradication des « *États-voyous* » par vitrification nucléaire.

Des bombes nucléaires tactiques

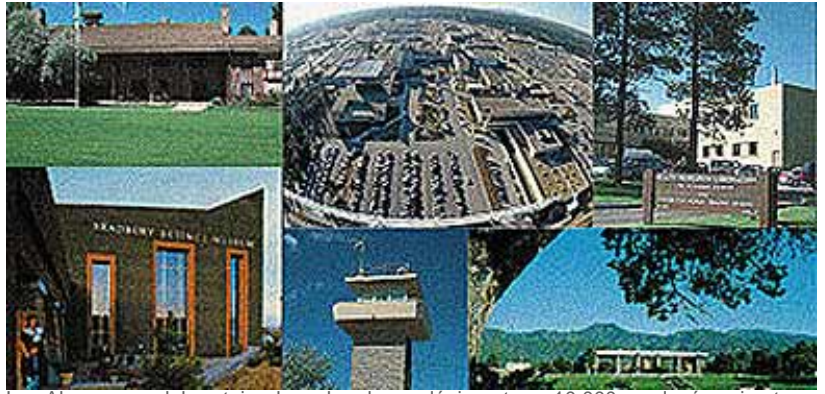
À l'époque, les analystes considèrent que Washington modifie en profondeur sa doctrine stratégique afin de mieux faire étalage de son hégémonie militaire. En réalité, le Pentagone œuvre déjà à l'époque à l'élaboration d'armes nucléaires tactiques, c'est-à-dire utilisables directement sur le champ de bataille. Au cœur du programme, le recours à l'uranium appauvri pour les munitions et le blindage des véhicules, mais aussi la conception de mini-bombes nucléaires

(dites *mini-nukes*), qui permettraient de détruire les bunkers sous-terrains.

Ce programme connaît un nouveau coup de fouet avec le retour, en janvier 2001, d'une administration républicaine à la Maison-Blanche, sous la présidence de George W. Bush. Les événements du 11 septembre, qui permettent dans un premier temps de relancer les projets d'arme spatiale [6], permettent à Donald Rumsfeld de présenter un rapport officiel périodique intitulé *Révision quadriennale de la défense*, qui contient la stratégie de son ministère pour la durée du mandat présidentiel [7]. Dans ce rapport, une annexe secrète, dont l'existence a été révélée au Congrès, le 10 janvier 2002, par une lettre de Donald Rumsfeld, s'intitule *Révision de la posture nucléaire* [8]. Selon le secrétaire à la Défense, la dissuasion doit désormais être pensée en terme sde capacités, c'est-à-dire des différentes formes d'utilisation.

La nouvelle doctrine de dissuasion états-unienne doit donc reposer sur trois piliers : la possibilité de frappes offensives (y compris nucléaires), les moyens de défense active et passive (les systèmes anti-missiles et autres) et la capacité d'adaptation et de reconstitution des forces de défense. Comme l'analyse William M. Arkin dans le *Los Angeles Times* [9], l'intérêt de ce discours c'est de ne plus considérer la bombe atomique comme l'arme ultime, mais comme une arme « *conventionnelle* » qu'il ne faut pas hésiter à employer. Pire, toujours selon William M. Arkin, la *Révision de la posture nucléaire* étudierait l'usage de l'arsenal nucléaire contre la Russie, la Chine, l'Irak, l'Iran, la Corée du nord, la Libye, la Syrie, voire contre des États arabes soupçonnés de menacer la sécurité d'Israël.

Cette volonté affichée de recourir au feu nucléaire, non plus seulement comme moyen stratégique de dissuasion, mais comme arme sur le champ de bataille, a conduit l'administration Bush à lancer un important programme de développement d'armes nucléaires tactiques, dites *mini-nukes*. Leur intérêt, selon leurs partisans du Pentagone, résiderait dans leur capacité à détruire les bunkers sous-terrains utilisés notamment par l'armée de Milosevic au Kosovo, ou encore les bases secrètes d'Al Qaïda enfoncées dans les montagnes afghanes, sans pour autant provoquer d'importantes retombées radioactives mortelles dans la zone visée. Un argument réfuté par des experts militaires, qui affirment que les progrès effectués en physique des explosifs permettent d'ores et déjà de détruire de tels objectifs avec les armes conventionnelles disponibles. Selon eux, les difficultés de l'armée états-unienne à atteindre les bunkers sont plus liées à son incapacité à localiser ses cibles qu'à un manque d'efficacité de l'armement utilisé. De plus, une étude publiée par la F.A.S. (Fédération des scientifiques États-Uniens) [10] démontre sans difficulté l'absurdité de telles armes : la capacité des ogives pénétrantes les plus perfectionnées, par exemple la bombe B61-11, à enfouir profondément une charge nucléaire d'une puissance égale à ne serait-ce qu'un pour cent de celle de la bombe d'Hiroshima, est loin d'être suffisante. Les plus efficaces ne pénètrent que de 30 pieds dans le sol, alors qu'il leur faudrait atteindre au moins 230 pieds pour que l'explosion nucléaire soit totalement contenue et que des retombées radioactives massives soient ainsi évitées. Il n'existe pas, et il n'existera pas dans un futur proche, d'ogives pouvant atteindre une telle profondeur sans endommager gravement les systèmes de détonation nucléaire.



Los Alamos, son laboratoire de recherche nucléaire, et ses 10 000 employés qui ont échappé au chômage grâce au programme tactique de George W. Bush.

Une double utilité

Comment peut donc s'expliquer l'entêtement des responsables de la Défense à développer ce nouveau type d'armes ? Dans un rapport présenté au Congrès, la CIA évaluait à plus de 1400 le nombre de cibles souterraines à l'échelle de la planète, accréditant encore un peu plus la réalité de la menace. Deux mobiles peuvent expliquer cette volonté du Pentagone :

D'une part, le développement de mini-bombes nucléaires satisfait grandement les intérêts des laboratoires d'armement nucléaires, tels que le Lawrence Livermore National Laboratory ou le Los Alamos National Laboratory [11]. Or les liens entre l'administration Bush et le complexe militaro-industriel ne sont plus à démontrer [12].

Au début des années 90, après l'effondrement du bloc soviétique et les premiers accords de réduction de l'arsenal nucléaire stratégique, on envisage de fermer l'un des deux laboratoires. Immédiatement les premières voix en faveur d'un tel programme se font entendre. Été 91 : une équipe de scientifiques de Los Alamos remet un rapport au Defense Science Board intitulé *Utilisations potentielles d'armes nucléaires de faible puissance dans le Nouvel Ordre Mondial*. Conséquemment le général Lee Butler, alors en charge du Strategic Air Command, crée un groupe de travail sur la dissuasion, que président l'ancien secrétaire de l'Air Force Thomas Reed et le Colonel Michael Wheeler. Ils y associent un étonnant panel de personnalités : on y trouve pêle-mêle John Deutch, futur assistant au secrétariat à la Défense et directeur de la CIA ; Fred Iklé, ancien assistant au secrétariat à la Défense et co-président de la Commission Wohlstetter ; l'actuelle conseillère pour la sécurité nationale Condoleezza Rice ainsi que le futur directeur de la CIA James Woolsey [13]. Presque simultanément, dans un article de *Strategic Affairs* paru à l'automne 1991 et intitulé « Countering the Threat of the Well-armed tyrant » (« Parer à la menace d'un tyran bien armé »), deux analystes du laboratoire de Los Alamos, Thomas Dowler et Joseph Howard II, expliquent que les États-Unis n'ont pas de réponse appropriée face à un dictateur faisant usage d'armes chimiques ou biologiques contre les troupes U.S. ; avoir recours aux armes nucléaires les moins puissantes aurait un effet dévastateur et donc « *auto-dissuasif* ». L'article argumente ainsi que « (...) des armes nucléaires de très faible puissance pourraient constituer une riposte efficace pour contenir l'ennemi lors d'une telle crise, sans pour autant violer les règles de la proportionnalité des forces ». Manifestement les avocats du programme de *mini-nukes* s'appuyaient, lors de la Guerre du Golfe, sur les craintes que « *la quatrième armée du monde* » (dixit

Dick Cheney, secrétaire à la Défense d'alors) de Saddam Hussein utilise des armes chimiques et biologiques contre les forces de la Coalition, afin d'obtenir les crédits nécessaires au programme.

Deuxièmement, l'annonce de la mise en œuvre prochaine de telles armes pourrait inaugurer un nouveau type de dissuasion « *du fort au faible* ». En effet, le recours à l'arme nucléaire « *conventionnelle* », par le biais de missiles balistiques, a perdu en crédibilité et donc en potentiel de dissuasion. À l'inverse, menacer les États non nucléarisés de « *frappes nucléaires limitées* » pourrait renforcer l'hégémonie militaire états-unienne sur le champ de bataille et dissuader les ennemis de Washington de recourir à des armes de type bactériologique et chimique.

Une idée reprise, en décembre 2002, dans un nouveau document publié sur le site de la Maison-Blanche et intitulé *National Strategy to Combat Weapons of Mass Destruction*. Le rapport souligne que les États-Unis se réservent le droit de riposter par tous les moyens disponibles, notamment nucléaires, en cas d'attaque chimique, biologique, nucléaire ou radiologique contre eux, contre leurs forces déployées à l'étranger ou contre des pays amis et alliés. S'il ne faut pas écarter la part de bluff que constituent ce type de déclarations officielles, il ne faut pas non plus pour autant sous-estimer le caractère belliciste de certains des plus virulents faucons de l'administration Bush. Peu après les attentats du 11 septembre, Thomas Woodrow, ancien officier de la Defense Intelligence Agency, préconisait l'utilisation d'armes nucléaires tactiques contre les camps de Ben Laden. Paul Wolfowitz, le secrétaire adjoint à la Défense, déclarait que le Pentagone n'hésiterait pas, si besoin, à abattre « *un très gros marteau* », capable de « *liquider les États qui soutiennent le terrorisme* ». À l'époque, la liste de ces États, établie par Donald Rumsfeld, comprenait près de soixante pays [14].

L'organe créé la fonction

Cependant, à supposer que les mini-nukes ne soient pas destinées à un véritable usage tactique, mais à être des menaces dissuasives au plan stratégique pour des États non-nucléaires, elles ne seront crédibles que si on les utilise au moins une fois, pour démonstration. D'autant que chacun commence à se demander si elles existent vraiment ou si toute cette affaire n'est qu'un épouvantail à moineaux.

Lors de l'attaque de l'Irak, certains membres de l'état-major préconisèrent d'utiliser de mini-bombes nucléaires contre la population pour créer un sentiment d'hébétude et de domination totale. C'est la théorie du *Shock and Awe* (choquer pour se faire respecter). La guerre aurait alors été une démonstration de force à l'intention de l'ensemble du monde arabo-musulman, comme les explosions d'Hiroshima et Nagasaki avaient été décidées pour impressionner l'URSS et non pas pour abattre le Japon [15]. George W. Bush a renoncé à ce projet, d'une part parce que le terrain s'y prêtait mal, et d'autre part parce qu'il a choisi de présenter cette campagne comme une « *libération* » de l'Irak. Pour les faucons, ce n'est que partie remise : le règne de la terreur sur les États non-nucléaires pourrait succéder à l'équilibre de la terreur face à l'URSS.

- [1] Cet épisode est relaté dans *Affaires Atomiques*, de Dominique Lorentz, éditions les Arènes, 2001.
- [2] *Atlas des Relations internationales*, sous la direction de Pascal Boniface, Hatier, 1997.
- [3] *Affaires atomiques*, op.cit.
- [4] *USA : Echec et Mat ?*, par le Général Henri Paris, Jacques-Marie Laffont Éditeur, 2004.
- [5] « **U.S. Nuclear Policy : Negative Security Assurances** », *Arms Control Association*, mars 2002.
- [6] Voir « **Une "divine surprise" pour Donald Rumsfeld** », *Voltaire*, 14 décembre 2001.
- [7] *Quadrennial Defense Review Report*, US Department of Defense, 30 septembre 2001.
- [8] Une copie de la lettre est disponible sur <http://www.defenselink.mil/news/Jan...>
- [9] « **Secret Plan Outlines the Unthinkable** », par William M. Arkin, *Los Angeles Times*, 10 mars 2002.
- [10] « **Low-Yield Earth-Penetrating Nuclear Weapons** », par Robert W. Nelson, *Journal of the F.A.S.*, janvier/février 2001.
- [11] « **Mini-Nukes, the New Threat** », par Cristina Hernández, *Tierramerica*, 19 janvier 2004.
- [12] Voir « **Le Carlyle Group, une affaire d'initiés** », *Voltaire*, 9 février 2004.
- [13] « **The Ghost of Bertrand Russell Stalks Cheney-Rumsfeld Pentagon** », par Jeffrey Steinberg, *Executive Intelligence Review*, 7 mars 2003.
- [14] « **Attack Bolsters Nuke Lite Lobby** », par Jeffrey St. Clair et Alexander Cockburn, *Counterpunch*, 18 septembre 2001.
- [15] « **Donald Rumsfeld 'n'exclue pas' l'expérimentation de mini-bombes nucléaires sur les cobayes irakiens** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 17 février 2003.

RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

« One nation under God »

Analyse

Lee A. Casey et David B. Rivkin Jr dénoncent dans le *Washington Times* la Croix-rouge qu'ils accusent d'avoir perdu sa neutralité en attachant trop d'importance à la protection des guérillas. Il ne faudrait donc accorder aucune attention aux récriminations de cette organisation à propos du traitement des prisonniers et de la torture. Les deux avocats républicains reprennent ainsi pour les États-Unis le discours classique des dictatures.

Cette évolution du régime atteint l'image que les États-Unis ont d'eux-mêmes. Le professeur Samuel Huntington se félicite dans le *Wall Street Journal* de la décision de la Cour suprême de maintenir la formule « *One nation under God* » dans le serment d'allégeance. En réalité, la Cour n'a pas tranché le litige de fond. Elle a botté en touche en observant que nul n'était contraint de réciter ce serment. Pour Huntington, qui théorisa le conflit des civilisations, les États-Unis sont un État religieux à double titre : par leur histoire et par leur sociologie. Il pose d'une part que tous les pères fondateurs puisaient leur inspiration dans le christianisme et que, les rares qui étaient déistes ou athées ne s'opposèrent pas à la religion. D'autre part, les États-Uniens sont massivement croyants, sinon chrétiens. En d'autres termes, le christianisme serait implicitement la religion d'État, bien que les Églises soient distinctes de l'État pour en limiter la puissance. Il s'ensuit que les athées sont des « étrangers » à la communauté US. Huntington, qui fut le conseiller des juntes catholiques des généraux Pinochet et Videla, s'impose comme un des théoriciens du régime Bush et de sa croisade.

Voilà qui éclaire d'un jour particulier les pressions des amis polonais du professeur Huntington pour inscrire une référence au christianisme dans le projet de Traité constitutionnel européen.

Max Boot semble décidément avoir retourné sa veste. Le directeur de la page éditoriale du *Wall Street Journal* se lance dans la *Los Angeles Times* dans une vive critique de l'incompétence de l'administration Bush. Selon lui, elle est

bonne pour faire des effets d'annonce, pas pour gouverner. Rice, qui est écrasée entre Rumsfeld et Powell, ne parvient pas à coordonner quoi que ce soit, de sorte que tout devient incohérent. La presse anglo-saxonne déborde aujourd'hui d'états d'âme des déçus du bushisme donnant l'impression que le président n'est pas en mesure de se succéder à lui-même. Pourtant au même moment, George W. Bush persiste et signe dans les moindres détails de sa politique, parfois jusqu'à la caricature. Par exemple, il a réaffirmé contre l'avis de la Commission d'enquête indépendante qu'il y avait un lien entre l'Irak et Al Qaïda. Soit l'équipe Bush a perdu toute notion de la réalité, soit elle est en train de tester ses soutiens.

Quel que soit le résultat des élections états-uniennes, l'Amérique aura toujours besoin de messagers et, dans les États alliés, bien des hommes politiques lui font allégeance. Bon vendeur, le directeur adjoint du *Figaro*, Charles Lambroschini, fait l'éloge de Nicolas Sarkozy dans l'*International Herald Tribune*. Il s'agit à la fois de convaincre les lecteurs que les Français voient en lui une relève et qu'il est le partenaire attendu de Washington. Emporté par son enthousiasme, l'auteur affirme que le ministre de l'Intérieur est populaire. C'est une imputation pourtant infirmée par les urnes. Lors des récentes élections régionales, Nicolas Sarkozy fit campagne pour la liste UMP d'Ile-de-France qui perdit le scrutin. M. Lambroschini confond notoriété et popularité.

Enfin, l'*International Herald Tribune* publie une présentation du rapport du département d'État sur la traite des êtres humains signée par Colin L. Powell lui-même. L'objectif est consensuel, mais les méthodes pour y parvenir ne le sont pas. Les États-Unis, pour leur part, récusent toute interprétation politique ou économique de ce phénomène de masse qu'ils préfèrent aborder en termes sociaux ou policiers.

Réseau Voltaire

David B. Rivkin, Lee A. Casey

David Rivkin est avocat au cabinet Baker & Hostetler à Washington. Il a été membre du département de la Justice sous les administrations Reagan et Bush père.

Lee Casey est avocat au cabinet Baker & Hostetler à Washington. Il a été membre du département de la Justice sous les administrations Reagan et Bush père.

« Lire entre les lignes »

Source : Washington Times

Référence : « Reading the fine print », par Lee A. Casey et David B. Rivkin Jr., *Washington Times*, 17 juin 2004.

L'une des oppositions les plus déterminées à la guerre au terrorisme est venue d'une source inattendue : le **CICR**. Cette organisation a mené des attaques publiques sur différents aspects de la politique états-unienne comme le refus de conférer le statut de prisonniers de guerre aux membres d'Al Qaïda et aux Talibans capturés et en accusant les États-Unis de violer « systématiquement » les lois de la guerre en Irak. Beaucoup des opposants de l'administration Bush ont demandé pourquoi les responsables américains ne tenaient pas plus compte des plaintes de la Croix-rouge. La réponse est simple : quelle qu'ait été son

action par le passé, le CICR ne mérite plus sa réputation de neutralité pour trois raisons :

- ▶ Le CICR est sélectif dans ses accusations concernant les violations des Droits de l'homme. Ainsi, en 2001, dans son rapport sur l'Irak il dénonçait les effets de l'embargo ou de la menace militaire, mais pas la politique de Saddam Hussein. Il s'agit d'une approche qu'il adopte concernant la Syrie et l'Iran également en se montrant peu critique vis-à-vis des régimes. Par contre, les rapports sont beaucoup plus critiques concernant Israël.
- ▶ Le CICR a un objectif politique : offrir plus de protection pour les insurgés des forces de guérillas, ce qui donnerait un fort avantage aux combattants « illégaux ».
- ▶ La préoccupation du CICR pour les combattants irréguliers lui fait ignorer les violations de lois humanitaires par les groupes terroristes.

Samuel P. Huntington



Ancien directeur du planning du National Security Council (1977-1978), [Samuel P. Huntington] est professeur à Harvard et membre du Conseil d'orientation de l'American Enterprise Institute. Il est l'auteur de *The Clash of Civilizations and Remaking of World Order*, ouvrage de référence de l'administration Bush.

« Under God »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Under God », par Samuel Huntington, *Wall Street Journal*, 16 juin 2004.

La bataille sur le serment d'allégeance a entraîné une controverse vigoureuse sur une question centrale de l'identité américaine. Les opposants au « *Under God* » [1] affirment que les États-Unis sont un pays laïque et que le premier amendement interdit un soutien rhétorique ou matériel de l'État à toute religion. Ses partisans au contraire font remarquer que cette expression (rajoutée en 1954 dans le serment d'allégeance) est dans la logique des pères fondateurs et que rien n'oblige les non-croyants à la réciter. Michael Newdow, qui a demandé à la cour californienne de statuer sur ce point estime que son athéisme n'a pas à le transformer en étranger et la cour californienne lui a donné raison. La Cour suprême n'a pas répondu directement à l'argument de M. Newdow quand elle a annulé le jugement de la cour californienne mais M. Newdow a raison : les athées sont bien des « étrangers » à la communauté américaine.

L'Amérique est une nation historiquement religieuse. Si rien n'oblige les athées à réciter le serment d'allégeance, ils n'ont pas non plus à imposer leur athéisme. L'Amérique n'est pas seulement une nation religieuse, c'est une nation chrétienne, les non-chrétiens peuvent donc également s'y sentir étrangers, tout comme les chrétiens en Israël, en Inde, en Thaïlande ou au Maroc. Les États-Unis ont été fondés par des communautés religieuses chrétiennes pour des raisons religieuses et la Révolution a été menée au nom de la religion. Même des non-croyants ou des déistes comme Jefferson et Paine ont jugé nécessaire d'invoquer la religion pour justifier la Révolution.

La déclaration d'indépendance fait référence à plusieurs reprises à Dieu même si ce n'est pas le cas de la Constitution. Toutefois, cette absence n'occulte pas que dans l'esprit des pères fondateurs, le système républicain ne pouvait pas fonctionner si le gouvernement n'était pas attaché à une morale religieuse. Si l'État est séparé de l'Église aux États-Unis, c'est que les pères fondateurs

voulaient limiter la puissance de l'État en ne créant pas une Église nationale. Cette mesure visait à libérer les religions, pas à libérer des religions.

En 2003, 92 % des Américains croyaient en l'existence de Dieu et une forte majorité d'Américains estime que la religion est importante dans leur vie. Ils vont à l'église ou à la synagogue et prient régulièrement. La possibilité d'un vote en faveur d'un membre d'une minorité ne cesse de croître aux États-Unis (90 % des Américains affirment qu'ils pourraient voter pour un noir, un juif ou une femme à l'élection présidentielle et 59 % pour un homosexuel), mais 49 % seulement des Américains affirment qu'ils pourraient voter pour un athée. Cette religiosité ne serait pas aussi importante si elle était la même dans tous les pays développés, mais ce n'est pas le cas. Un sondage international dans 17 pays, réalisé en 1991, démontrait que les Américains étaient encore plus religieux que les Polonais ou les Irlandais alors que dans ces deux pays la religion fait partie de l'identité nationale.

Dans l'histoire, la Cour suprême a rappelé à plusieurs occasions que les États-Unis sont une nation chrétienne. La proportion de chrétiens aux États-Unis est plus élevée que la proportion de musulmans en Égypte, de juifs en Israël, d'hindous en Inde ou d'orthodoxes en Russie. Ceux qui affirment que les États-Unis deviennent une nation multireligieuse ou athée et matérialiste se trompent. L'accroissement du nombre de croyants d'autres religions n'est pas significatif et l'immigration aux États-Unis tend à renforcer notre identité chrétienne. Par ailleurs, rien ne vient prouver que nous avons désormais des comportements moins religieux.

[1] NDLR : Cette expression signifiant à la fois « sous l'attention de Dieu » ou « sous le commandement de Dieu » étant difficilement traduisible, nous avons décidé de la laisser telle quelle. Le « serment d'allégeance » est récité tous les jours par les écoliers américains et présente les États-Unis comme une nation « *Under God* ».

Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American*

« L'équipe de Bush a besoin d'un coach »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Bush's Team Needs a Coach », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 17 juin 2004.

Parfois, un petit incident peut être extrêmement révélateur. En avril, le **département d'État** a publié son rapport annuel sur le terrorisme dans le monde. Il concluait que nous avons atteint le plus faible nombre d'attaques depuis 1969. Les responsables de l'administration Bush en ont conclu qu'ils étaient en train de gagner la guerre au terrorisme. Le rapport avait cependant oublié de comptabiliser les attentats d'Istanbul qui ont fait 61 morts et qui donnent un bilan supérieur à celui de 2002.

La morale de cette histoire est peut-être que l'administration Bush ment systématiquement, mais je ne le pense pas. Cette histoire est trop grosse et un

Power. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

enfant de dix ans pouvait voir les erreurs du dossier. Je pense qu'il s'agit plus d'incompétence que de duplicité. Les membres de l'administration Bush sont forts pour annoncer des politiques, mais mauvais pour les appliquer. Avant la guerre d'Irak, la diplomatie états-unienne n'a pas réussi à enrôler les Turcs et les déclarations de **Dick Cheney** en août 2002 affirmant qu'il n'était pas nécessaire que des inspecteurs retournent en Irak ont fait douter de la sincérité de la demande de **George W. Bush** en ce sens quelques semaines plus tard. Par la suite, **L. Paul Bremer** s'est mis à dos tous les politiciens irakiens et les hésitations en Irak sur le rôle de l'ONU ou de **Amhed Chalabi** montrent les divisions de Washington. L'administration Bush a également été incapable de définir une politique cohérente vis-à-vis de l'Iran et de la Corée du Nord. Le vrai problème est que le **National Security Council** ne coordonne pas le travail des différents services. **Condoleezza Rice** ne parvient pas à unifier les politiques du **département de la Défense** et du **département d'État** et quand une erreur est commise, personne n'est responsable. À la décharge de Rice, il faut reconnaître qu'il n'est pas facile de gérer des personnalités comme **Donald Rumsfeld** et **Colin Powell** ou même leurs assistants **Paul Wolfowitz** et **Richard L. Armitage**. Et elle n'est pas aidée par Bush.

Charles Lambroschini

Charles Lambroschini est directeur-adjoint de la rédaction du quotidien conservateur français *Le Figaro*.

« Sarkozy : un fils d'immigré en route vers l'Élysée »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Sarkozy : An immigrant's son stalks Elysée », par Charles Lambroschini, *International Herald Tribune*, 17 juin 2004.

Le secret de **Nicolas Sarkozy**, c'est qu'il n'a pas de secret. Il est populaire car il ose dire la vérité. Contrairement à **Jacques Chirac**, il ne cache pas ses ambitions et affirme qu'il veut prendre l'Élysée en 2007. Le ministre des Finances tente de convaincre l'opinion publique française que Chirac appartient à une époque révolue et qu'il faut passer le relais à une nouvelle génération.

Les Français l'adorent car ils apprécient sa stratégie de définition des priorités. En tant que ministre de l'Intérieur, il a mené une campagne agressive contre la criminalité, remplissant les prisons et combattant Jean-Marie Le Pen. Comme ministre des Finances, rien ne compte plus pour lui que de rééquilibrer les finances publiques. Il a donc obligé les autres ministres à réduire leurs appétits et il a assuré Bruxelles que la France retrouverait un niveau de déficit acceptable en 2005. L'opinion aime également sa capacité à ouvrir plusieurs fronts pour ne jamais être encerclé par les socialistes. Ainsi lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, il a aboli la double peine et n'a pas fait que du répressif. Comme ministre des Finances, il est fasciné par le modèle économique anglo-saxon, mais cela ne l'empêche pas de défendre Alstom, une entreprise nationale. Il séduit également car il n'a pas de liens avec une province française particulière, son père étant d'une famille d'aristocrates hongrois ruinés par les communistes. Il revendique cette différence. Au lieu de laisser s'installer une rumeur, il revendique également son lointain héritage juif et affronte la

question du racisme et de l'antisémitisme, contrairement à ce qu'a fait la gauche au pouvoir.

Ses succès sont si éclatants qu'ils en font oublier ses erreurs et ont changé l'image de traître qu'il a longtemps eue.

Colin L. Powell



Colin L. Powell (Le valet de cœur du régime Bush) est secrétaire d'État des États-Unis. Il a été assistant aux affaires de Sécurité nationale du président Reagan (1987-1989) et chef d'état-major de l'armée états-unienne (1989-1993) sous la présidence de George Herbert Walker Bush.

« Un plan d'action contre un mal global »

Source : International Herald Tribune

Référence : « An action plan against a global evil », par Colin Powell, *International Herald Tribune*, 17 juin 2004.

La lutte contre le trafic d'être humain est en bonne place dans la liste des priorités de l'administration Bush. Le président lui-même a dénoncé ces pratiques devant l'Assemblée générale des Nations unies en septembre dernier. Face à l'horreur de ces crimes, nous nous sommes saisis du dossier.

Des femmes et des petites filles, parfois de six ans, sont exploitées sexuellement, des hommes sont utilisés pour du travail forcé et des enfants exploités comme soldats. Cela touche 600 000 à 800 000 personnes dont une grande majorité de femmes et d'enfants. Derrière les chiffres, chaque cas est différent et monstrueux. À la demande de **George W. Bush**, le **département d'État** a rédigé un rapport sur la situation qui met la pression sur les pays dont la politique dans ce domaine est déficiente. Notre système a trois niveaux de classement et entrer dans le troisième, c'est s'exposer à des sanctions. Beaucoup de pays ont travaillé pour éviter d'arriver dans ce troisième niveau et cela a permis de sauver des vies. Nous travaillons également plus que jamais pour aider les victimes des trafics. Ainsi, le département d'État soutient la **Angel coalition** qui aide les ONG en Russie et met en place un système pour soutenir les enquêtes et apporter plus d'éléments dans les procès. L'**Agence des États-Unis pour le développement international** finance également l'**International Justice Mission** qui lutte contre le trafic d'humains au Cambodge.

Ces groupes font un travail héroïque mais nous ne sommes pas encore satisfaits par nos propres progrès. On recense 18 000 cas par an dans notre propre pays. Ces trafics sont liés au crime organisé et à d'autres trafics. C'est un problème de santé global car cela facilite la diffusion du sida et d'autres maladies et un problème de sécurité car les profits de ces trafics alimentent d'autres crimes et violences. Il faut que les lois internationales qui condamnent ce trafic soit davantage appliquées. La puissance américaine ne peut pas suffire, il faut une coopération internationale. Ce mal ne sera peut-être jamais éradiqué, mais il faut au moins le résorber. Nous devons nous battre pour la dignité des victimes et pour la nôtre.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .